

**QUESTIONS EPISTEMOLOGIQUES ?
REponses ERGOLOGIQUES ?**

renato di ruzza

*Comme tous les jeunes gens, j'étais bien parti pour devenir un génie,
mais malheureusement,
j'ai appris à rire.*

Lawrence Durell

Quand Yves Schwartz m'a demandé de lui indiquer, même s'ils étaient provisoires et encore flous, les thèmes que je souhaitais aborder lors des deux séminaires que je devais assurer, j'ai répondu sans trop réfléchir : « le point de vue du travail » et « la cohérence interne des théories ».

Je n'avais pas besoin d'y réfléchir, puisqu'ils sont l'objet de questions que je me pose depuis longtemps, et qui expliquent, pour une bonne part, les raisons de ma venue dans l'équipe APST.

La question de savoir ce qu'est exactement « le point de vue du travail » dans l'analyse économique et sociale a surgi dès qu'a commencé ma collaboration avec l'institut de recherche de la CGT. Comme je le rapporte dans l'ouvrage que j'ai écrit avec Joseph Halevi (*De l'économie politique à l'ergologie. Lettre aux amis*), cette collaboration entre des universitaires et des syndicalistes nous obligeait à faire l'effort d'imaginer un nouveau type de recherche, qui ne soit ni la reproduction pure et simple de la recherche académique, ni l'illustration ou la validation de positions et de propositions préalablement définies par des instances extérieures à la recherche. C'est après de nombreuses discussions que l'idée fut lancée en 1982-1983 : puisque la CGT est la Confédération générale « du travail », les recherches menées par l'institut devraient être

réalisées « du point de vue du travail », étant entendu que ce « point de vue du travail » ne saurait se définir ni comme « le point de vue de la CGT », ni comme « le point de vue de la classe ouvrière », ni même comme « le point de vue des travailleurs ». Ce qu'il ne fallait pas faire était à peu près clair, quoique nous étions bien obligés d'établir le dialogue entre les savoirs universitaires dont nous étions porteurs et les savoirs syndicaux des militants. Par contre, ce qu'il fallait faire l'était beaucoup moins, d'autant que les premières recherches, commandées par le Bureau confédéral, portaient sur « la conjoncture économique », « l'inflation » et « les restructurations industrielles ». Que pouvait bien être ce « point de vue du travail » sur ces questions ? Les réponses que nous avons apportées à cette interrogation ressortissaient d'un pragmatisme simple et d'une volonté constante d'être en décalage avec les thèses académiques traditionnelles, quels que soient par ailleurs leurs fondements théoriques :

- quel est le rôle des luttes sociales, des grèves, des revendications, bref, de la lutte des classes, dans la conjoncture économique, et en quoi permettent-elles de mieux comprendre cette conjoncture, voire de la comprendre autrement ?
- en quoi l'inflation est-elle la manifestation pathologique de changements plus ou moins profonds et brutaux qui affectent le contenu du travail, et comment lier théoriquement monnaie et travail, autrement que par l'intermédiaire de la mesure d'une quantité de travail abstrait ?
- comment le travail, dans ce qu'il a de plus concret, intervient-il dans la structuration industrielle, n'est-ce pas lui qui « donne structure » aux industries, et ce qu'il est convenu d'appeler les « restructurations industrielles » (fusion, absorption, délocalisation, etc.) n'accompagnent-elles pas une déstructuration du travail (la « crise du travail ») ?

Je ne suis toujours pas très sûr qu'il s'agissait là des « bonnes » questions à poser pour faire l'analyse de ces problèmes « du point de vue du travail », et encore moins que nous leur avons apporté les « bonnes » réponses. Mais, en tout état de cause, le lièvre était levé : est-il possible de faire « une autre économie politique », qui parte du « point de vue du travail », et qui n'exclue aucun champ habituellement considéré comme relevant de la discipline ? Nous avons tenté, avec Gérard de Bernis, Marc Bartoli et Bernard Drugman entre autres, de traiter cette question dans nos enseignements de maîtrise et de 3^{ème} cycle à la faculté de sciences économiques de Grenoble, sans qu'il soit vraiment possible d'aboutir, autrement qu'en « révérence » à la « critique de

l'économie politique » et qu'en référence à Karl Marx (c'était peut-être l'inverse d'ailleurs !). Nous sentions bien, et sur ce point Marc Bartoli a joué un rôle essentiel, que c'était ailleurs que « dans » l'économie politique qu'il fallait en traiter, qu'il s'agissait d'une question philosophique et épistémologique redoutable à laquelle nos études ne nous avaient pas préparés, et qu'il fallait nous rapprocher de ceux qui, certainement sur d'autres bases et avec d'autres préoccupations, se posaient les mêmes problèmes et tentaient d'y apporter des réponses. Les membres de l'équipe de l'APST étaient de ceux-là.

L'autre questionnement, portant sur « la cohérence interne des théories », a une origine un peu différente, puisqu'il renvoie à ma thèse d'Etat, et plus généralement à l'ambiance intellectuelle régnant parmi les économistes durant les années 1970, marquée par la « critique interne ». Foisonnaient à cette époque les démonstrations de l'incohérence de la théorie néoclassique du capital et de la répartition, ou de la théorie marxienne de la transformation des valeurs en prix de production, sans pour autant que les néoclassiques cessent d'être néoclassiques et les marxistes marxistes. C'était l'époque où fleurissait l'axiomatisation de « la » théorie économique, avec l'utilisation des instruments les plus récents des mathématiques (théories des ensembles et des matrices, théorèmes du point fixe, etc.), qui à mon sens ne démontrait qu'une chose : dès que l'on s'attachait à la rigueur du discours théorique (et l'axiomatisation garantit cette rigueur), il n'en reste quasiment rien. Nous en avons rapporté quelques démonstrations, sous forme littéraire, dans le premier chapitre de l'ouvrage *De l'économie politique à l'ergologie*, et tout ceci est archi connu depuis plus de trente ans. Je le dis souvent aux étudiants : s'il fallait enseigner uniquement ce qui, en économie politique, est rigoureux du point de vue de la logique, quelques heures suffiraient largement. Et pourtant, à l'image de ces néoclassiques qui demeurent néoclassiques et de ces marxistes qui continuent d'être marxistes, je persiste à enseigner pendant des dizaines et des dizaines d'heures des théories incohérentes (et je considère que la moindre des honnêtetés intellectuelles est de le dire aux étudiants, mais ces derniers pourraient aussi considérer qu'il s'agit là de la suprême des escroqueries !).

D'où la question : comment et pourquoi une « discipline », l'économie politique, a-t-elle pu survivre, se développer, et même devenir « science économique », alors que depuis 250 ans, elle répète des théories incohérentes ? Poser cette question aux

économistes revient à donner un coup d'épée dans l'eau. Grosso modo, les plus honnêtes donneront une réponse qui en substance rejoint celle donnée aujourd'hui même (mardi 6 janvier 2004) dans *Le monde de l'économie* à propos du dossier « Les chiffres au banc des accusés ». Interrogé, Xavier Timbau, directeur du département « analyse et prévision » de l'OFCE, reconnaît : « *certes, nous continuons à nous tromper, mais moins qu'auparavant* » (il avait annoncé un taux de croissance de l'économie française de 1,5% en 2003 alors qu'il est évalué à 0,2%, ce qui donne une idée de l'ampleur des erreurs de « l'auparavant » !); et il rétorque lorsque le journaliste lui fait remarquer qu'il pourrait s'agir « d'escroquerie intellectuelle » : « *Non, je crois qu'il vaut mieux une prévision fautive plutôt que rien* » ! Les économistes sont ainsi : il vaut mieux dire quelque chose plutôt que rien, même si ce quelque chose vaut rien. On peut en rire. Mais, en règle générale, les économistes ne sont ni des escrocs ni des demeurés. S'ils peuvent penser ce que dit X. Timbau, c'est que le mode d'élaboration et d'utilisation des connaissances économiques les conduit à le penser, et il s'agit là encore d'une question philosophique et épistémologique redoutable. Un rapprochement est dès lors indispensable avec ceux qui s'interrogent sur l'épistémologie des sciences humaines et sociales, et parmi eux, le centre d'Aix en Provence, avec d'abord G.G. Granger et ensuite l'APST, m'a semblé incontournable.

En quoi donc ma présence dans l'équipe du département d'Ergologie, et donc mon initiation à la démarche ergologique, ont contribué à me faire évoluer dans le traitement de ces deux questions ? C'est ce à quoi je vais essayer de répondre dans mon exposé.

Je commencerai par une bizarrerie. En préparant cet exposé, j'étais tout près et tout prêt d'abandonner la seconde question (la cohérence interne) pour me consacrer exclusivement à la première (le point de vue du travail), à la fois parce que je considérais que le problème de la cohérence interne des théories intéresserait moins ceux qui me font la gentillesse d'être présents, et parce qu'il y a suffisamment de choses compliquées à dire sur le point de vue du travail pour nous occuper pendant deux séances, surtout si je veux laisser un temps suffisant à la discussion. Et en cours de route, en réfléchissant sur « le point de vue du travail », je me suis rendu compte que mes deux questions n'en faisaient qu'une. Vous vous en êtes peut-être déjà aperçus intuitivement en écoutant ce que j'ai dit à propos de la cohérence interne : la pertinence d'une théorie est jugée « du point de vue de la logique », et je suis ainsi passé du point

de vue du travail au point de vue de la logique. Et ce glissement s'est effectué entre un point de vue qui n'existe pas (ou si peu), mais que nous considérons comme efficace dans la compréhension et la transformation du monde, celui du travail, et un point de vue qui existe, fortement même, mais qui n'a aucune efficacité, celui de la logique. De là peuvent surgir beaucoup d'autres questions : qu'est-ce qu'un « point de vue » ? existe-t-il d'autres points de vue que celui du travail et celui de la logique ? pourquoi sont-ce deux là qui s'explicitent ici, alors que d'autres possibles ne sont ni explicités ni revendiqués ? et plus précisément pour mon propos : n'est-ce pas l'impossibilité de respecter le point de vue de la logique qui rend nécessaire de définir et d'utiliser le point de vue du travail ? C'est en substance cette thèse ou cette hypothèse que je me propose d'expliciter.

J'ai une seconde bizarrerie à vous servir.

J'aurais pu, j'aurais même dû, prendre conscience plus tôt que la question du point de vue du travail et celle de la cohérence interne ne faisaient qu'une. Je fais souvent référence à un ouvrage de Nicolas Boukharine, écrit en 1914 et publié en 1919, *L'économie politique du rentier*. Et je dois dire que c'est la lecture de cet ouvrage qui m'a convaincu qu'en économie politique, on pouvait analyser tous les champs traditionnellement couverts par cette discipline « du point de vue du travail ». Pas seulement des choses concernant le travail donc, mais aussi des choses qui apparemment en sont fort éloignées, comme la consommation, le commerce extérieur, la monnaie, le taux de change, etc. C'est en effet Boukharine qui, pour la première fois, distingue dans l'histoire de l'économie politique les théories qui adoptent « le point de vue de la production » et les théories qui adoptent « le point de vue de la consommation », et qui montre par exemple comment Marx parle de la consommation « du point de vue de la production » et comment les néoclassiques parlent de la production « du point de vue de la consommation » : en gros, pour le premier, la consommation est d'abord production de forces de travail, alors que pour les seconds, la production est d'abord une consommation de facteurs. Il se trouve que dans le même ouvrage, Boukharine, pour la première fois également, démontre l'incohérence interne de la théorie néoclassique (plus précisément de la théorie autrichienne), et fait donc intervenir « le point de vue de la logique ». Et il le fait de façon explicite : « *Certes, quand on estime que seule la théorie de classe du prolétariat est objectivement juste, il*

suffit alors, à strictement parler, de découvrir le caractère bourgeois de la théorie en question pour la rejeter. (...). Toutefois, il est évident que cette justesse doit être démontrée par l'affrontement des idéologies entre elles, par la critique logique des théories qui nous sont hostiles. La caractéristique sociologique d'une théorie ne nous dispense donc nullement du devoir de la combattre sur le terrain de la critique logique proprement dite. Il en va de même pour la critique de la méthode. Constaté que le point de départ des fondements méthodologiques est erroné renverse évidemment tout l'édifice théorique. Cependant, la controverse idéologique exige que la fausseté de la méthode soit démontrée par l'erreur des conclusions partielles du système, en quoi l'on peut recourir soit aux contradictions internes de tout le système, soit à son imperfection, à son incapacité organique à saisir et à expliquer toute une série de phénomènes qui concerne la discipline en question ».

La liaison que fait Boukharine entre les deux questions est quasi évidente : en démontrant que les théories fondées sur le point de vue de la consommation sont incohérentes, il conforte celles fondées sur le point de vue de la production. Mais il ne se pose jamais le problème de savoir pourquoi les théories incohérentes perdurent, deviennent dominantes, voire ont une certaine efficacité sociale, ne serait-ce qu'un plan idéologique et dans la conduite des comportements.

Pour étayer mon propos, je commencerai par donner quelques exemples de théories incohérentes, et petit à petit, j'arriverai à la question du point de vue du travail.

Exemples d'incohérences

Pour que les choses soient claires, j'appelle incohérentes :

- des théories qui posent des hypothèses incompatibles entre elles, cette incompatibilité apparaissant le plus souvent au niveau des résultats ou des conclusions auxquels elles parviennent par le raisonnement logique ;
- des théories qui reposent sur des erreurs de raisonnement ;
- des théories qui n'ont pas de sens.

Et j'appelle « critique interne » la mise en évidence de ces incohérences, par opposition à la « critique externe » qui discute des hypothèses elles-mêmes (de leur pertinence, ou de leur réalisme, par exemple).

Quelques exemples simples et généraux tirés de la logique aristotélicienne la plus banale peuvent servir d'illustration de ce qu'est la critique interne par opposition à la critique externe.

Soit la déduction logique suivante, reposant sur le syllogisme classique :

- a. Tous les économistes sont ennuyeux
- b. Di Ruzza est économiste
- c. Di Ruzza est ennuyeux.

Dans ce raisonnement, il n'y a aucune faute : une fois que l'on a accepté a (la majeure) et b (la mineure), c est forcément vrai, c'est-à-dire qu'il est impossible que Di Ruzza ne soit pas ennuyeux. Si a et b étaient vrais et c faux, il y aurait une erreur de raisonnement. Une déduction logiquement valide se caractérise par le fait que si les prémisses sont vraies, alors la conclusion doit nécessairement être vraie. La seule critique possible que l'on peut faire à un tel raisonnement est une critique externe, mettant en cause les prémisses a et b : est-il vrai que tous les économistes sont ennuyeux ? est-il vrai que Di Ruzza est un économiste ? Evidemment, ces points peuvent être débattus. Il y a des raisonnements parfaitement logiques qui reposent sur des prémisses trivialement fausses :

- a. Tous les économistes sont myopes
- b. Di Ruzza est économiste
- c. Di Ruzza est myope.

Dans cet exemple, la conclusion est vraie, mais elle repose sur une prémisse fautive. La critique interne ne peut rien dire, seule la critique externe remet en cause l'hypothèse selon laquelle tous les économistes sont myopes.

Il y a par contre des raisonnements qui, indépendamment de la véracité des prémisses, sont faux. Par exemple :

- a. Di Ruzza est ennuyeux

- b. Di Ruzza est économiste
- c. Tous les économistes sont ennuyeux.

a et b peuvent être vrais, on ne peut pas cependant en déduire c. Autre exemple :

- a. La plupart des philosophes sont des rêveurs
- b. Schwartz est philosophe
- c. Schwartz est un rêveur.

Les trois propositions peuvent être vraies, mais le raisonnement est faux. Dernier exemple :

- a. Tous les carrés parfaits sont vénéreux
- b. 4 est un carré parfait
- c. 4 est vénéreux.

Dans cet exemple, le raisonnement est imparable, mais repose sur une majeure qui n'a aucun sens. Les trois derniers exemples ressortissent de la critique interne. Le problème est que bien souvent, la mise en évidence d'incohérences internes dans les théories économiques est un peu plus délicate que dans ces exemples, et qu'il faut utiliser des instruments mathématiques plus ou moins sophistiqués pour y parvenir. Je tenterai néanmoins de le faire simplement à partir de trois exemples types.

Exemple 1 : la baisse du taux de profit chez Marx

C'est dans le chapitre 13 du *Capital* (livre III, tome 6 aux Editions Sociales) que Marx énonce « la loi » de baisse du taux de profit général (avant d'en analyser les « contre-tendances » au chapitre 14 et « le fonctionnement contradictoire » au chapitre 15, lesquels chapitres ne sont pas en discussion ici). Le principe en est relativement bien connu : le « progrès technique », que les capitalistes sont obligés d'introduire dans les processus de production pour participer à la concurrence, se traduit par l'élimination du travail vivant relativement au travail mort (moyens et objets de travail) ; toutes choses étant égales par ailleurs, cette hausse de la « composition organique du capital » conduit inévitablement à une baisse du taux de profit général. Tout le problème est de savoir si cette élimination relative du travail vivant conduit bien à ce résultat. Un modèle très simple permet de démontrer qu'il n'en est rien.

Soit une économie à un seul bien, le blé par exemple ; dans cette économie, pour récolter 1 q de blé, il faut en semer 0,6 q et utiliser un travailleur pendant un mois ; pour vivre un mois, le travailleur doit manger 0,2 q de blé. Si nous appelons m la valeur (travail) d'1 q de blé, le capital constant c est la valeur des semences 0,6m, le capital variable v est la valeur de la nourriture du travailleur 0,2m, et la plus-value s est la différence entre la quantité de travail fournie par le travailleur pendant un mois et la valeur de sa force de travail ; si nous posons comme étant égale à l'unité cette quantité de travail fournie, $s = 1 - 0,2m$. Dans cet exemple chiffré, la composition organique du capital (c/v) est égale à 3 et le taux de plus-value (s/v) à $(1 - 0,2m)/0,2m$. Comme il est possible de calculer m avec la formule $m = 0,6m + 0,2m + (1 - 0,2m)$ (m est égal à 2,5), le taux de profit est facilement calculable et égal à 25%.

On peut généraliser cette formulation en appelant a la quantité semée de blé pour obtenir une quantité donnée de produit que l'on pose comme égale à l'unité, q la consommation du travailleur par unité de travail fournie, et t la quantité de travail fournie. Ces quantités constituent les données du modèle (les paramètres). Nous obtenons comme équations

$$m = am + t \quad (1)$$

ou encore

$$m = am + mqt + (t - mqt) \quad (2)$$

où

$$am = c$$

$$mqt = v$$

$$t - mqt = s$$

le taux de profit r s'écrit

$$r = s / c + v$$

soit

$$r = (t - mqt) / am + mqt \quad (3)$$

De (1) nous tirons

$$m = t / (1 - a)$$

en remplaçant dans (3), nous obtenons, après simplifications

$$r = (1 - a - qt) / (a + qt) \quad (4)$$

Faisons maintenant l'hypothèse, comme Marx, que des « progrès techniques » conduisent à l'élimination progressive du travail vivant, ce qui dans le modèle se traduira par une diminution de t , toutes choses restant égales par ailleurs. L'équation (4) montre trivialement que le numérateur augmente et le dénominateur diminue, et donc que le taux de profit augmente. Autrement dit, la « démonstration » de Marx, selon laquelle l'élimination relative du travail vivant conduit à une baisse du taux de profit (et qui repose sur l'idée que la « source » de la plus-value se tarit progressivement) est purement et simplement fausse.

Voilà un premier exemple d'incohérence : la démonstration que Marx utilise pour « démontrer » la loi de baisse du taux de profit général est erronée, erreur qui résulte d'une formalisation défectueuse qui le conduit à « oublier », à « négliger », ou à « sous-estimer » le fait qu'une diminution relative du travail vivant dans les processus de production a pour conséquence immédiate une baisse de la valeur de toutes les marchandises, y compris la force de travail. L'équation (4) montre d'ailleurs que si le travail était totalement éliminé (on fait tendre t vers 0), le taux de profit tendrait asymptotiquement vers un maximum $(1-a) / a$, ce qui signifie en outre et en substance que le taux de profit dépend uniquement du surproduit et non de la plus-value.

Exemple 2 : l'intérêt comme prix indicateur de rareté

Dans la théorie néoclassique, parmi les hypothèses fondamentales, deux concernent notre propos :

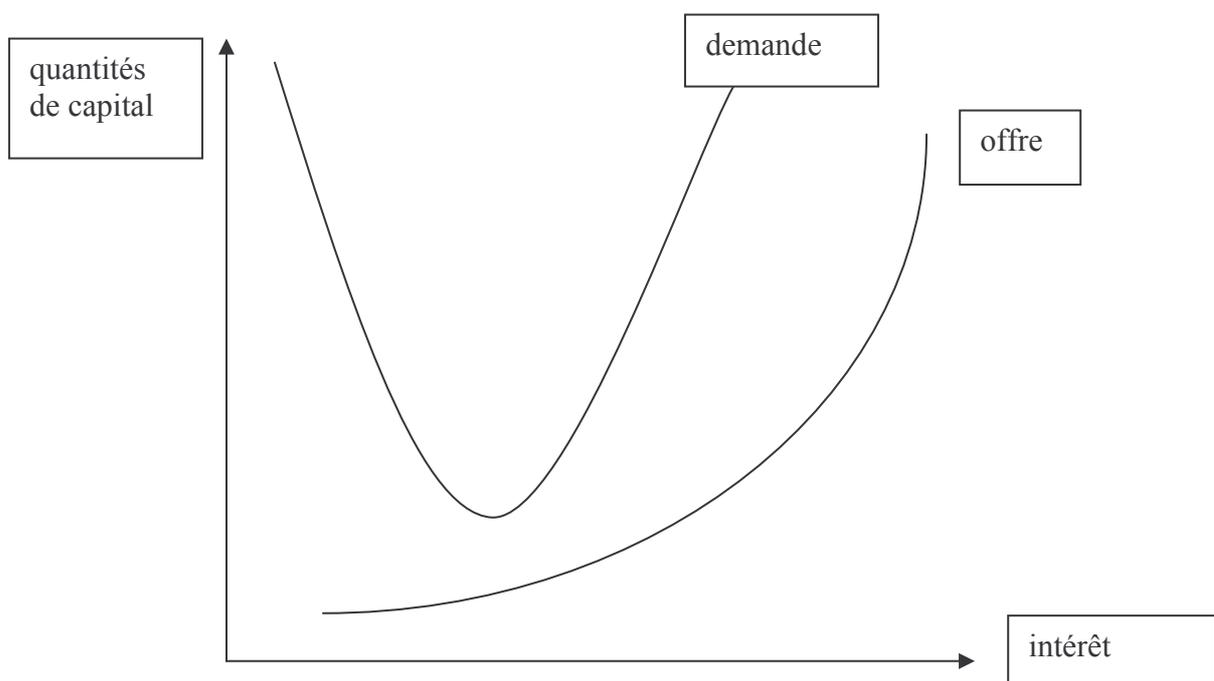
- tous les prix sont des « indicateurs de rareté », autrement dit, ils résultent de la confrontation, sur un marché, d'une offre et d'une demande ; le prix indicateur de rareté est celui qui permet d'égaliser l'offre et la demande ; cette première hypothèse en nécessite d'autres, par exemple que les fonctions d'offre et de demande aient un point commun (que les courbes qui les représentent se coupent), ce qui se réalise lorsque l'une est croissante par rapport au prix (l'offre) et l'autre décroissante par rapport au même prix (la demande) ;
- l'intérêt est le prix de location du capital (le loyer), et comme tous les autres prix, il est « indicateur de rareté » du capital, déterminé par la confrontation, sur le marché du capital, d'une offre et d'une demande.

Tout le problème réside dans les définitions qu'il faut attribuer aux différentes notions convoquées dans ces hypothèses, et notamment ces « fonctions d'offre et de demande de capital ». A l'évidence, ces fonctions doivent mettre en relation des quantités de capital (offerte par les propriétaires de capital ou demandée par les entrepreneurs) et l'intérêt. Elles sont donc de la forme $K = F(r)$ si K est une quantité de capital et r l'intérêt. Il suffirait alors de construire, sous hypothèses de comportement des offreurs et des demandeurs, une fonction d'offre K_o croissante et une fonction de demande K_d décroissante pour que l'intérêt soit déterminé comme prix indicateur de rareté et donc pour que les deux hypothèses soient étayées. C'est ce que fait la théorie néoclassique. Et c'est ce qui est impossible.

L'incompatibilité des deux hypothèses de départ a été évoquée par Joan Robinson dans une interpellation qu'elle adressait aux théoriciens néoclassiques dès le début des années 1950 : comment mesure-t-on la quantité de capital ? Cette question simple a suscité un débat qui a duré une trentaine d'années, opposant les néoclassiques et l'Ecole de Cambridge, et qui s'est achevé par un article du néoclassique Paul Samuelson reconnaissant que in fine Joan Robinson avait raison. L'intuition de cette dernière reposait sur un constat évident : hormis le cas limite dans lequel l'économie se compose d'un seul bien (qui sert de bien de capital, et alors la mesure du capital se fait en unité physique), on ne peut pas mesurer physiquement le capital car il est interdit d'additionner des carottes et des navets. La seule possibilité est d'additionner le prix d'une certaine quantité de carottes et le prix d'une certaine quantité de navets. Les fonctions d'offre et de demande de capital vont donc mettre en relation un prix (le prix du capital) et l'intérêt. Or, pour déterminer les prix, il faut préalablement connaître l'intérêt, ce qu'a justement pour objet la confrontation de l'offre et de la demande de capital. Comme le disait Joan Robinson, il y a là un « raisonnement circulaire » : pour déterminer l'intérêt, il faut préalablement connaître les prix, et pour déterminer les prix, il faut préalablement connaître l'intérêt.

C'est Piero Sraffa, dans son ouvrage *Production de marchandises par des marchandises* paru en 1960, qui apportera la démonstration rigoureuse de l'incompatibilité entre les deux hypothèses néoclassiques. Partant de l'idée que prix et intérêt sont déterminés simultanément, par l'intermédiaire d'un système d'équations interdépendantes, il

démontre mathématiquement que la fonction de demande de capital ne peut jamais être monotone décroissante par rapport à l'intérêt, mais qu'elle est d'abord décroissante, puis croissante. Ainsi que l'illustre le graphique suivant, les hypothèses néoclassiques interdisent d'aboutir à la conclusion que l'intérêt est déterminé par l'intersection de la courbe d'offre et de la courbe de demande de capital, et donc qu'il est un « prix indicateur de rareté ».



Nous avons là un deuxième exemple d'incohérence logique : en partant de l'hypothèse néoclassique selon laquelle les prix sont déterminés par la confrontation d'une offre et d'une demande sur un marché, et sont donc des indicateurs de rareté, il est impossible de déterminer l'intérêt comme prix de location du capital, et donc tous les prix, puisque la détermination de ceux-ci nécessite la détermination simultanée de l'intérêt.

Exemple 3 : valeurs-travail et prix de production chez Marx

Un troisième exemple d'incohérence logique se trouve dans le raisonnement de Marx concernant la « transformation » des valeurs en prix de production. La séquence suivante résume ce raisonnement :

- les valeurs des marchandises sont déterminées par les quantités de travail (socialement) nécessaires à leur production
- ces quantités de travail se répartissent différemment entre travail mort et travail vivant selon les diverses branches en fonction des technologies utilisées
- par contre, la concurrence entre les salariés conduit à une homogénéisation des conditions d'exploitation des travailleurs, et donc à une égalisation des taux de plus-value
- si donc les marchandises s'échangeaient proportionnellement à leur valeur, les taux de profit seraient différents entre les branches, ce qui est impossible du fait de la concurrence entre les capitaux, laquelle conduit à une égalisation des taux de profit de branche
- les rapports d'échange entre les marchandises sont en conséquence définis par les prix de production, prix qui assurent l'égalité des taux de profit, et qui apparaissent comme des « déviations » par rapport aux valeurs
- la détermination des valeurs est donc logiquement préalablement nécessaire à la détermination des prix de production.

Les théoriciens néoclassiques (notamment Böhm Bawerk) ont immédiatement critiqué la logique interne de ce raisonnement, critique qui a engendré des milliers de pages de polémiques pour savoir s'il était possible de « transformer » les valeurs en prix de production dans le cadre de la théorie marxienne. C'est encore une fois Sraffa, dans l'ouvrage déjà cité, qui donnera l'issue : valeurs et prix de production ressortissent de deux systèmes de détermination logiquement disjoints, et représentent donc deux explications différentes des rapports d'échange entre les marchandises incompatibles entre elles. Soit les rapports d'échange sont proportionnels aux valeurs, c'est-à-dire aux quantités de travail nécessaires à la production des marchandises, mais alors il faut abandonner l'hypothèse selon laquelle la concurrence conduit à l'égalité des taux de profit de branche ; soit ils sont proportionnels aux prix de production, mais alors il faut abandonner la théorie de la valeur-travail et donc la théorie de la plus-value (ce qu'ont fait la plupart des économistes marxistes italiens à la suite d'un article de Pierangelo Garegnani paru dans *Rinascità*).

La démonstration de cette disjonction logique, et donc de l'incompatibilité, tient en peu de lignes si l'on utilise l'écriture matricielle. Si A est la matrice des « coefficients techniques », dont les éléments a_{ij} représentent la quantité de bien i nécessaire à la production d'une unité du bien j , L le vecteur des quantités de travail nécessaires à la production d'une unité de chacun des biens, C le vecteur des consommations salariales par unité de travail, nous avons deux systèmes de détermination, l'un pour les valeurs v , l'autre pour les prix de production p

$$v = vA + vCL + L - vCL$$

où nous retrouvons le capital constant vA , le capital variable vCL et la plus-value $L - vCL$ (sous forme vectorielle) ; ce système détermine entièrement le vecteur v

$$p = (pA + pCL)(1 + r)$$

où r est le taux de profit identique dans toutes les branches ; ce système détermine entièrement p et r , sans qu'il soit nécessaire de faire appel au système précédent. Encore une fois, le raisonnement de Marx est mis en défaut, notamment dans sa volonté de « démontrer » que le profit (et donc le taux de profit) provient de la plus-value.

Nous avons ainsi présenté rapidement trois types d'incohérence interne :

- une erreur de raisonnement : l'élimination relative du travail vivant par rapport au travail mort ne conduit pas à une baisse du taux de profit, mais à sa hausse ;
- une impossibilité : dans la théorie du marché, l'intérêt ne peut être déterminé en tant que prix indicateur de rareté, ce qui rend impossible la détermination de tous les autres prix ;
- une incompatibilité : la théorie de la valeur-travail (livre I du *Capital*) est incompatible avec la théorie des prix de production (livre III du *Capital*).

Les démonstrations de ces incohérences internes auraient dû suffire, et conduire au rejet pur et simple des théories concernées. Selon les « règles épistémiques », toute incohérence interne d'une théorie scientifique l'invalidé immédiatement. Cela n'a pas été le cas en économie politique. Dans cette « discipline », le point de vue de la logique est ignoré, im-pertinent, souvent paradoxalement dans un sens positif.

L'impertinence du « point de vue de la logique »

Il est inutile d'insister sur le fait que malgré ces incohérences, de nombreux économistes ont continué d'utiliser ces théories :

- la « loi » de baisse du taux de profit est au cœur de la théorie de la suraccumulation-dévalorisation de Paul Boccara, de la théorie grenobloise de la régulation impulsée par Gérard de Bernis, ou encore de la théorie des cycles longs de Louis Fontvielle ou de la dynamique capitaliste proposée par Gérard Duménil et Dominique Lévy ;
- la plupart des économistes néoclassiques continuent d'utiliser la « fonction de production » qui nécessite d'admettre l'indépendance entre la mesure du capital et l'intérêt, comme c'est le cas dans les modèles à générations imbriquées ou dans les modèles d'optimisation, ou encore de considérer que le taux de l'intérêt est la variable qui détermine le montant de l'épargne (offre de capital argent) ;
- la valeur travail et la plus-value sont encore au centre de nombreux développements marxistes, qui considèrent que la plus-value est la source du profit et que la concurrence conduit à l'égalisation des taux de profit de branches, tant au niveau national (Rolande Borrelly ou Alain Lipietz) qu'au niveau international (Arghiri Emmanuel dans son explication de l'échange inégal).

Bien que fondées sur des raisonnements erronés ou spécieux qu'elles ignorent plus ou moins délibérément, ces diverses approches présentent cependant une certaine efficacité interprétative ou normative. Les économistes marxistes sus-cités ont fourni des interprétations plus ou moins pertinentes de la crise que traversent les sociétés capitalistes depuis un tiers de siècle et de son origine, insistant sur les contradictions internes et externes des systèmes productifs nationaux, sur le rôle des conflits sociaux et des luttes des peuples du Tiers-monde pour leur indépendance. De leur côté, les économistes néoclassiques, à bon ou à mauvais escient, continuent d'orienter les politiques économiques, de piloter les constructions géopolitiques comme l'OMC ou l'Union européenne, ou de gérer les pays sous-développés. Et tous admettent que le taux de profit (la rentabilité du capital) dépend de « la productivité du travail », c'est-à-dire de quelque chose qui ressemble à l'inverse de la valeur-travail.

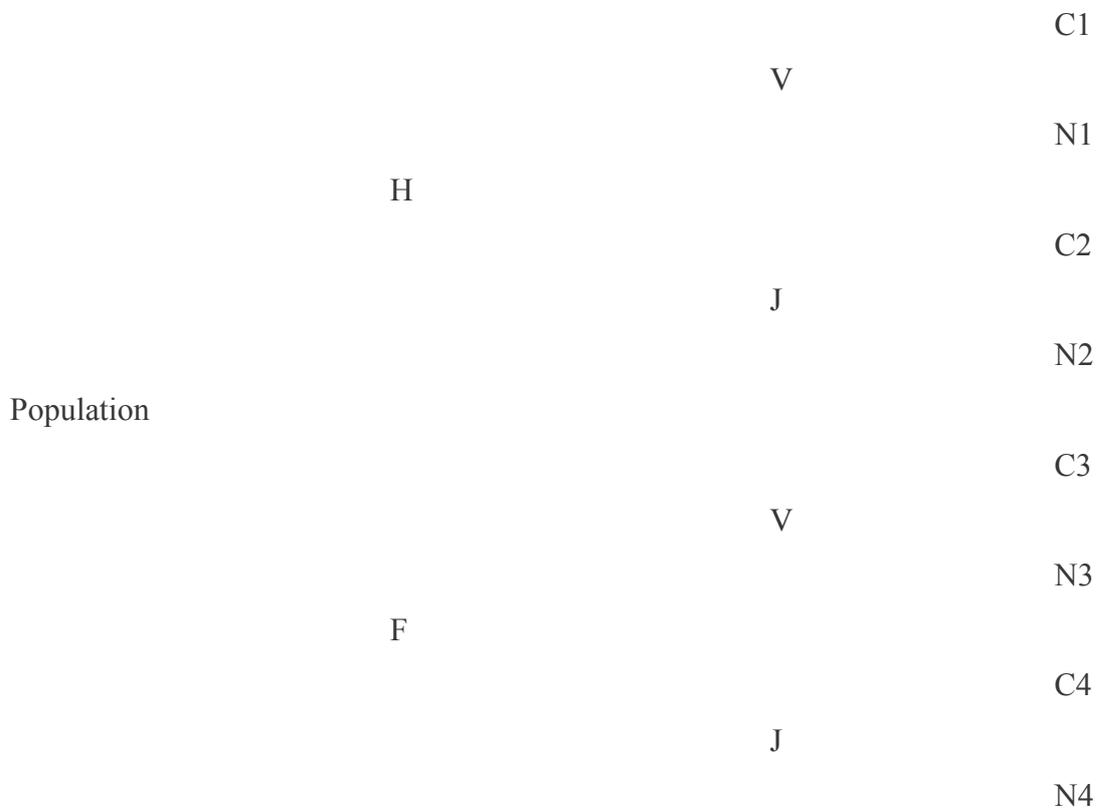
Autrement dit, non seulement « le point de vue de la logique » est largement ignoré dans les discours économiques, mais de plus il semble de peu d'importance dans le « comprendre et agir sur le monde » tout comme dans l'orientation d'un certain nombre de conduites ou de comportements. Ces discours ne sont pas à proprement parler des discours illogiques, ce sont des discours « a-logiques » : ils ne peuvent avoir de pertinence que s'ils récusent le point de vue de la logique. Avant de se demander pourquoi, il faut remarquer que l'histoire des sciences nous offre quelques situations apparemment similaires, mais qui montrent en même temps des différences essentielles.

La prééminence du point de vue de la logique dans les sciences

J'en ai présentées plusieurs dans mon ouvrage d'épistémologie pour économistes (*Eléments d'épistémologie pour économistes. La dernière instance et son ombre*) ; je n'en reprendrai que deux exemples ici.

Le premier est certainement le plus connu et je n'y insisterai pas. Depuis le début du 19^{ème} siècle, il est admis que la lumière est un phénomène ondulatoire continu. La théorie en a été élaborée par Fresnel, et toutes les expériences la valident. Sauf une, « l'effet photoélectrique », qui ne sera théorisée qu'au début du 20^{ème} siècle par Einstein, lequel démontre que la lumière est un phénomène corpusculaire discontinu (les photons). Aucune de ces deux théories contradictoires et incompatibles n'est abandonnée par les physiciens. Ils ont renoncé à répondre à la question : qu'est-ce que la lumière ? Par contre, ils ont élaboré une série d'équations mathématiques (de Heisenberg et de Born) qui permettent à loisir de s'imaginer vivant soit dans un monde corpusculaire, soit dans un monde ondulatoire. Ce premier exemple me semble particulièrement important, car il présente quelques similitudes avec les deux théories des rapports d'échange dont j'ai parlé (valeurs-travail et prix de production). En physique, c'est clairement le point de vue de la logique (les équations d'Heisenberg et de Born) qui l'a emporté, au détriment de l'interrogation sur « la réalité » de la nature de la lumière, alors qu'en économie politique (au moins pour les marxistes concernés), c'est en quelque sorte l'inverse : les idées selon lesquelles le travail est source de toute valeur, l'exploitation et la plus-value à l'origine du profit, et les valeurs-travail prioritaires (l'essence) par rapport aux prix de production (l'apparence), ont été maintenues au détriment du point de vue de la logique.

Le second exemple est relatif à la théorie quantique. Il existe un théorème mathématique, connu sous le vocable « les inégalités de Bell », qui énonce la vérité logique suivante : dans une population quelconque d'individus, le nombre de femmes âgées de moins de 40 ans est inférieur au nombre de femmes chômeuses augmenté du nombre des individus âgés de moins de 40 ans et non-chômeurs. La démonstration de ce théorème est très simple. Si les découpages de la population sont symbolisés par les lettres suivantes : H et F (hommes et femmes), V et J (plus et moins de 40 ans), C et N (chômeurs et non-chômeurs), un graphe peut être tracé



Il s'agit donc de comparer le nombre de femmes âgées de moins de 40 ans, c'est-à-dire $C4 + N4$, au nombre de femmes chômeuses $C3 + C4$ augmenté du nombre d'individus de moins de 40 ans et non chômeurs $N2 + N4$.

Il est évident que $C4 + N4 \leq C3 + C4 + N2 + N4$

Il se trouve qu'en physique quantique, dès que les individus de la population concernée sont remplacés par des particules, cette inégalité, qui exprime une vérité logique

évidente, n'est plus respectée (ce sont les expériences d'Alain Aspect qui ont montré cela). Il faut, pour que ce non-respect soit « explicable », imaginer des entités physiques (les particules, les électrons, etc.) qui défient tout entendement : la même particule peut passer par deux trous en même temps, une particule mise dans une boîte vide n'occupe pas un point de l'espace de cette boîte, mais la totalité de l'espace disponible, et elle peut cependant être repérée par une sonde en un endroit précis, deux particules qui ont été en contact se comportent, quelle que soit la distance qui les sépare, comme une seule et même entité, etc. La théorie physique n'a que faire de ces « bizarreries » qui caractérisent l'objet réel qu'elle a à théoriser. Elle a préféré fournir une théorie mathématique, fondée sur les notions de fonctions d'ondes et de réductions du paquet d'ondes qui est d'une très grande rigueur logique, mais qui renonce à donner une interprétation de la nature du réel microscopique (ce que Einstein d'ailleurs n'a jamais voulu admettre dans ses polémiques avec l'Ecole de Copenhague).

Nous avons là deux exemples scientifiques qui montrent comment, dans les disciplines épistémiques, le point de vue de la logique l'emporte tendanciellement sur toutes les autres considérations. On pourrait se demander pourquoi (je l'ai fait un peu dans mon ouvrage d'épistémologie), mais ce n'est pas là-dessus que je voudrais insister. Ce qui me paraît plus important pour mon propos, c'est de bien voir que si ce point de vue de la logique est tendanciellement dominant, c'est parce que c'est lui qui dicte le mode de couplage (de connexion, ou d'adhérence, pour reprendre les concepts qu'Yves Schwartz a utilisés lors de sa deuxième conférence, les termes importent peu ici, on réfléchira plus tard sur le plus approprié) que la théorie entretient avec la réalité qu'elle est censée théoriser. Dans l'un et l'autre cas (la lumière et les particules), la mise en forme de la réalité qui se réalise au cours des expérimentations trouve sa compréhension dans le cadre de théories parfaitement logiques : certaines expériences ne peuvent être interprétées que par la théorie ondulatoire de la lumière, d'autres que par la théorie corpusculaire ; les expériences portant sur les particules ne peuvent être interprétées que par le formalisme quantique, d'autres par la théorie de la relativité. Cette conception est parfaitement décrite par Heisenberg : « *Les formules mathématiques ne représentent plus la nature, mais la connaissance que nous en possédons ; c'est dire que nous avons renoncé à la description de la nature, pratiquée depuis des centaines, et qui, il y a quelques dizaines d'années, aurait encore été considérée comme le but normal de toute science* ».

Il en va tout autrement dans les domaines qui traitent de l'homme et de la société : c'est le mode de couplage qui dicte la forme de la théorie et qui la domine tendanciellement.

Les modes de couplage en économie politique

En économie politique, la question du couplage est un véritable fouillis : chacun fait à peu près ce qui lui plaît, recourant aux faits qu'il croit connaître quand cela l'arrange (souvent d'ailleurs pour critiquer « l'irréalisme » des théories adverses), triturant des statistiques sans voir comment et pourquoi elles ont été construites, préconisant des recommandations de conduites (politiques ou autres), etc. Il faudrait beaucoup de temps pour reprendre tout ce fatras d'un point de vue critique et y mettre un peu d'ordre. Je me contenterai ici de quelques généralités en partant de ce qu'écrivait J. M. Keynes dans *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*.

Keynes était en effet un très grand logicien, élevé dans le séraïl des spécialistes de Cambridge, sous la direction desquels il avait fait sa thèse sur la logique des probabilités. Dans la préface à la première édition anglaise de son ouvrage, il avertit le lecteur des moyens qu'il entend utiliser pour atteindre son objectif : « *Nous ne pouvons donc atteindre notre but, qui est de persuader les économistes de procéder à un nouvel examen critique de leurs hypothèses fondamentales, qu'au prix d'un raisonnement très abstrait, et aussi de controverses multiples* ». Et il y a un passage de *La théorie générale* qui explicite bien ce qu'il veut dire. Keynes discute de la baisse de l'efficacité marginale du capital (le taux de profit anticipé par les entrepreneurs) et fait remarquer que David Ricardo avait ignoré la possibilité de cette baisse au fur et à mesure qu'augmente l'investissement. Et il poursuit : « *Mais ceci peut être interprété comme une nouvelle preuve de la haute cohérence interne de sa pensée, comparée à celle de ses successeurs (...). Ricardo nous offre cette suprême réussite intellectuelle, inaccessible à un esprit moins puissant, qui consiste à considérer un monde hypothétique éloigné de l'expérience, et à y vivre sans contradiction. La plupart de ses successeurs n'ont pu empêcher leur bon sens de parler, ce qui nuit à la cohérence logique de leurs doctrines* ». Cette citation est importante, car elle définit ce qui, pour Keynes, constitue « la suprême réussite intellectuelle » : se situer dans l'abstraction, et y mener jusqu'au bout tous les raisonnements logiques sans jamais être tenté de comparer

leurs résultats avec ce que le « bon sens » commande, ce bon sens étant naturellement directement issu de l'expérience courante. Appliquée à la lettre et à son ouvrage, cette « méthode » réduit *La théorie générale* à quelques lignes, exposant des définitions limpides qui s'expriment par des égalités simples, et qui aboutissent à la fameuse formule du « multiplicateur », de laquelle il conclut qu'il faut « euthanasier » les rentiers, supprimer l'héritage et les écarts de fortunes et de revenus, et « socialiser » largement l'investissement.

Cependant, pour diverses raisons qui tiennent à sa culture cambridgienne, à ses amitiés, à sa position sociale et à ses fonctions politiques, Keynes ne tient pas ce « point de vue de la logique » dans son ouvrage. Il recourt au contraire fréquemment à l'expérience courante et au bon vieux sens commun, et des phrases telles que « l'expérience courante enseigne indiscutablement que... » sont nombreuses dans *La théorie générale*. Il sait que le point de vue de la logique est inadapté à l'économie politique, et la manière dont il considère le raisonnement mathématique dans ce domaine est éclairante.

Dans *La théorie générale*, Keynes n'a pratiquement pas utilisé les mathématiques pour étayer ses démonstrations. Il n'y a qu'au chapitre 20, première section, qu'elles sont présentes de façon conséquente, et il prévient le lecteur dans une note de bas de page qui accompagne le titre de ce chapitre : « *Ceux qui (à juste titre) craignent l'algèbre, peuvent sauter la première section du chapitre sans perdre grand-chose* ». Et il précise, à un autre endroit : « *Les méthodes pseudo mathématiques (...) qui donnent une figuration symbolique d'un système d'analyse économique ont le grave défaut de supposer expressément l'indépendance rigoureuse des facteurs dont elles traitent et de perdre leur force et leur autorité lorsque cette hypothèse n'est pas valable. Dans le raisonnement ordinaire, où nous n'avancons pas les yeux fermés mais où, au contraire, nous savons à tout moment ce que nous faisons et ce que les mots signifient, nous pouvons garder derrière la tête les réserves nécessaires (...). Trop de récentes économies mathématiques ne sont que pures spéculations ; aussi imprécises que leurs hypothèses initiales, elles permettent aux auteurs d'oublier dans le dédale des symboles vains et prétentieux les complexités et les interdépendances du monde réel* ». La rhétorique qu'utilise Keynes dans son ouvrage confirme totalement ce principe. Des expressions telles que « peu s'en faut », « à peu près », « en partie », « principalement mais pas complètement », « en première approximation », « tendanciellement », etc.

inondent le texte. Le « flou » des relations qui constituent *La théorie générale* reflète chez Keynes la prise en compte de l'impossibilité d'établir une théorisation logique d'un système économique dans lequel les processus extra économiques (politiques, conventionnels, et surtout psychologiques) tiennent une place prédominante.

Il me semble que Keynes avait raison : même s'il représente « la suprême réussite intellectuelle », le « point de vue de la logique » a tendance à exclure, en économie politique, toute possibilité de couplage. J'en veux pour « preuve » ou pour illustration la théorie qui exprime le plus explicitement ce point de vue : la théorie axiomatique de l'équilibre général. Elle a été élaborée essentiellement par Gérard Debreu dans sa thèse soutenue dans le milieu des années 1950 (thèse de mathématique) et publiée sous le titre *Théorie de la valeur*. Dès l'introduction, les choses sont clairement énoncées :

- « *La théorie de la valeur est traitée ici sur le modèle de rigueur de l'école formaliste contemporaine des mathématiques* »
- « *La fidélité à la rigueur dicte la forme axiomatique de l'analyse où la théorie, au sens strict, est logiquement complètement disjointe de ses interprétations* ».

Pour l'école formaliste en effet, l'exactitude mathématique ne réside que dans le développement de la suite des relations logiques, et est totalement indépendante de la signification qui pourrait être donnée à ces relations et aux entités qu'elles relient (Bourbaki). La théorie doit respecter les critères de la logique, et ne pas se consacrer à l'objet étudié lui-même, ni aux caractéristiques de la discipline concernée (on retrouve là quelques thèmes du positivisme logique du cercle de Vienne). C'est ce qui permet à certains économistes de revendiquer ce qu'affirme par exemple Jacques Lebraty : « *invoker l'irréalisme du modèle (de Debreu) a autant de sens que de parler de l'irréalisme de la théorie mathématique des ensembles. La construction (de Debreu) ne peut pas plus rendre compte du système répartition-production d'une économie à un moment donné que la théorie des ensembles ne peut expliquer pourquoi un barrage naturel, répondant à certaines caractéristiques précises, ne cède pas à la pression des eaux* ».

Si donc, en économie politique, le « point de vue de la logique » exclut tendanciellement, au moins jusqu'à maintenant et au moins en fait, tout processus de couplage, et si nous considérons que ce couplage est nécessaire pour comprendre et agir

sur le monde, une conclusion s'impose : il faut partir du problème du couplage et en conceptualiser la théorie. C'est cette conceptualisation qui est absente en économie politique, et c'est ce qui conduit les économistes à confondre ce qu'ils croient faire (une théorie modèle de la « réalité ») et ce qu'ils font réellement (un couplage non théorisé).

Le couplage effectué par les économistes se fonde sur deux postulats qui ne sont que très rarement discutés :

- la « réalité économique », faite de faits (les prix, la production, les salaires, les taux de change, etc.), est là ; il suffit de la regarder pour la voir, au besoin avec quelques lunettes plus ou moins sophistiquées qui permettent de la mesurer et de la mettre en statistiques ;
- ce que dit cette « réalité » peut être comparée à ce que dit la théorie, pour la confirmer ou la réfuter ou encore la nuancer ; c'est ce qui permet d'effectuer des « tests économétriques », mais aussi de critiquer « l'irréalisme » des hypothèses de telle ou telle théorie.

Nous en avons un très bon exemple dans *Le monde de l'économie* du jour (3 février 2004) qui titre à propos des risques de reprise de l'inflation : « *Depuis le lancement de l'euro, la hausse des prix perçue par les citoyens européens – mesurée à travers les enquêtes d'opinion – est nettement plus élevée que l'inflation réelle – constatée dans les indices* ». Comme on le voit, il existe une réalité, « l'inflation réelle », mesurée par l'évolution des indices des prix, qui peut être directement comparée à quelque chose qui gît dans les esprits ou dans les consciences, l'opinion des « citoyens ».

J'ai déjà longuement discuté du premier postulat dans mon ouvrage d'épistémologie et dans celui écrit avec Halevi pour qu'il soit besoin d'y revenir ici. Je consacrerai par contre quelques mots au second. Trois remarques me semblent nécessaires.

D'abord, il n'est jamais simple de « voir » la réalité économique : on sait à peu près quel est le prix du roudoudou à la banane aujourd'hui dans le magasin Auchan d'Aubagne (0, 25 euro) ; mais que sait-on du prix du roudoudou à la banane en France aujourd'hui, et plus généralement des prix en France aujourd'hui ? Rien. Je pourrais comme ça donner des kyrielles d'exemples pour montrer que nous ne savons que fort peu de choses sur la réalité économique, non seulement par manque de moyens pour la

voir, mais surtout parce que l'opacité voire le secret en sont des attributs essentiels. Dès lors, imaginer qu'on puisse tirer de cette méconnaissance des éléments à comparer avec les éléments de connaissance fournis par les théories économiques confine à l'absurde.

Ensuite, par principe, des « faits » ne peuvent pas être comparés à des énoncés théoriques. On ne peut comparer que ce qui est comparable, c'est-à-dire « commensurable », c'est-à-dire encore « ayant une substance commune » ou « étant de même nature ». Or, un énoncé théorique propose un élément de savoir ou de connaissance plus ou moins conceptualisé et plus ou moins abstrait qui, peu ou prou, ressemble à une « loi », par exemple en économie : « si la composition organique du capital augmente, alors le taux de profit diminue » ou « si la demande d'un bien augmente, son prix augmente ». Prétendre comparer des « faits » à ces énoncés théoriques revient implicitement à faire l'hypothèse qu'il y aurait des savoirs dans ces faits, dont la nature les rendrait immédiatement comparables aux savoirs proposés par ces énoncés. Toute la tradition épistémologique française au moins depuis Gaston Bachelard montre au contraire que, dans les sciences épistémiques, avant de pouvoir être « comparés » aux énoncés théoriques par la voie du protocole expérimental, les « faits » sont nécessairement « traduits » en « langage » théorique, et que ce n'est qu'à cette condition que le « dialogue expérimental » (Ilya Prigogine et Isabelle Stengers) peut avoir lieu et prendre sens.

Enfin, est-ce que la comparaison est un couplage ? quel est le dispositif qui « accouple » ? Ces questions ne sont bien entendu jamais posées par les économistes. Le « couplage scientifique » est une « ré-adhérence », une « re-connexion » (Yves Schwartz), un « arraisonnement » (Bachelard), un « accouplement » comme j'ai pu le dire. Malgré le flou de ces concepts, on sent bien intuitivement qu'ils sont autrement plus forts, et plus exigeants, que la notion de comparaison. Non seulement ils exigent cette « traduction » dont je viens de parler, mais en outre ils exigent d'être pensés dans un dispositif conceptuel précis : tout processus expérimental est en lui-même une activité théorique et abstraite particulière ; c'est la théorie qui dit comment elle doit être « expérimentée », qui donne les conditions de son éventuelle réfutation ou de son éventuelle validation, qui ordonne la réalité en spécifiant ce qu'il faut abstraire d'elle pour en extraire uniquement ce qui est « arraisnable ». C'est toute la différence entre le scientifique des scientifiques et l'empirisme des économistes (et je ne peux pas

m'empêcher de penser que ce risque d'empirisme existe dans « l'idéologie du terrain » dont j'ai parlé dans l'ouvrage écrit avec Halevi).

Le couplage ergologique, une solution ?

La démarche ergologique propose en contrepoint un mode de couplage qui a pour caractéristiques paradoxales à la fois d'être cohérent et d'admettre les incohérences. C'est en substance l'interprétation que j'en ai. Cette interprétation est peut-être fautive, mais elle m'est particulièrement utile.

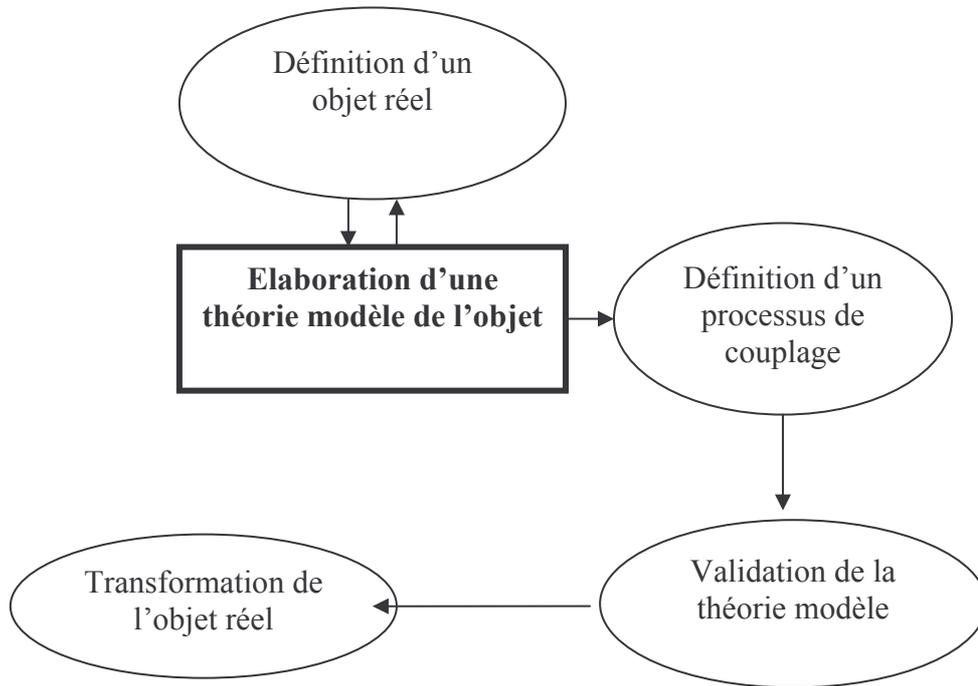
Il est cohérent en ce sens qu'il accouple, dans le fameux « dialogue socratique à double sens », des choses accouplables, c'est-à-dire comparables, commensurables, de même nature, autrement dit des savoirs : appelons-les par tradition les « savoirs institués », formalisés et conceptualisés en extériorité par les « disciplines » concernées, et les « savoirs investis », dont sont obligatoirement porteurs les protagonistes des activités humaines. Il n'est peut-être pas nécessaire de s'attarder sur des aspects bien connus, sur lesquels Yves Schwartz a écrit des centaines de pages et qu'il a encore approfondis au cours de ce séminaire ; je voudrais juste insister rapidement sur quelques uns de ces points :

- la démarche ergologique ne prétend aucunement fournir « la », ni même « une », théorie des activités humaines (et encore moins du travail) ; d'une certaine manière, et notamment par l'intermédiaire de ce qu'il est convenu d'appeler le « dispositif dynamique à trois pôles », elle est entièrement la théorie d'un processus de couplage ;
- dans ce cadre, aussi bien les savoirs investis que les savoirs institués sont des savoirs incomplets, partiels, dénaturés, ayant de fortes chances de porter sur des objets différents de ceux qu'ils visent ; ce n'est que dans le processus de couplage que s'élabore une « production de connaissances » pertinente et efficace sur les activités humaines ;
- ce processus de couplage repose sur une vision particulière des savoirs existants dans les sociétés humaines : commensurables, non hiérarchisables, s'interpellant et s'alimentant les uns les autres, ce qui conduit obligatoirement à l'inconfort intellectuel et à l'in-discipline.

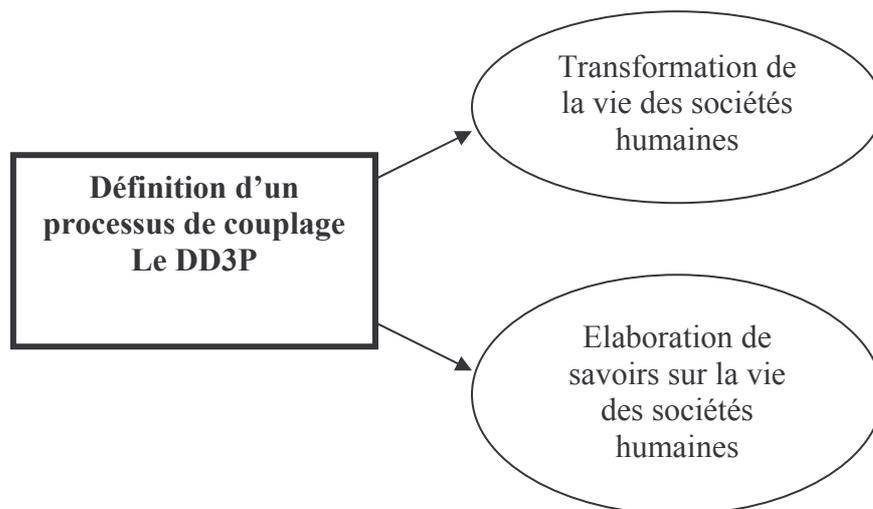
D'autres points méritent au contraire d'être approfondis. Je partirais d'une proposition qui me paraît importante : dans la démarche ergologique, le processus de couplage, formalisé donc par le « dispositif dynamique à trois pôle », est premier par rapport à toute autre considération qui viserait à édicter des normes concernant la production de connaissances. Ce qui ne veut pas dire que ces normes n'existent pas ; elles existent et elles jouent. Ce qui ne veut pas dire non plus qu'elles doivent être ignorées ou systématiquement bafouées. Cela veut simplement dire que c'est tendanciellement le processus de couplage qui dicte quelles sont les normes qui peuvent jouer et comment elles doivent jouer. Il en est ainsi de la logique et de sa forme mathématisée : alors qu'elle prédomine dans les sciences épistémiques comme nous en avons donné des exemples, elle n'est plus dominante dans l'indiscipline ergologique qui peut très bien admettre les incohérences internes. Il en est ainsi aussi de la précision de la définition des concepts : extraordinairement pointus et précis dans les disciplines épistémiques, ils sont le plus souvent flous dans l'indiscipline ergologique. Il en est ainsi encore de la question de la mesure, indispensable dans les sciences épistémiques, elle peut être récusée ou impossible dans l'indiscipline ergologique, comme j'ai essayé de le montrer dans le cas de l'intensité du travail.

Ce sont ces aspects que je me propose d'approfondir. Mais auparavant, deux schémas peuvent résumer le point où nous en sommes et servir de propos d'étape.

Dispositif épistémique



Dispositif ergologique



Les exigences du processus de couplage ergologique

Le processus de couplage ergologique, à savoir le « dispositif dynamique à trois pôles », comporte un certain nombre d'aspects qui apparaissent comme autant d'exigences méthodologiques.

La première me semble être la suivante : les savoirs qui sont mis en dialogue, bien qu'ils soient homogènes dans leur nature, répondent à des rationalités multiples. Y. Schwartz, dès le début de l'ouvrage *Travail et ergologie*, met bien cet aspect en évidence en commentant les deux graphiques représentant l'ordre théorique et l'ordre réel de l'activité d'une opératrice : le premier répond certainement à une rationalité « scientifique », élaborée « logiquement » par les ingénieurs du bureau des méthodes ; le second répond certainement à une autre rationalité, beaucoup plus énigmatique, dans laquelle la logique n'est pas forcément absente, mais qui fait appel à une renormalisation permanente et singulière mettant en jeu des éléments qui vont du plus biologique au plus culturel, du plus conscient au plus inconscient. Cette « autre rationalité » pose en effet immédiatement la question de savoir qui la pense : la réponse est claire (et pas claire d'ailleurs), c'est « le corps-soi ». Quitte à simplifier abusivement, je considère que ce « sujet » particulier n'a aucune raison de respecter les règles de la logique traditionnelle, et qu'il serait même auto-contradictoire de faire l'hypothèse qu'il les respecte (aurait-on besoin d'un « corps-soi » qui « rationalise » si la rationalité renormalisatrice respectait les mêmes règles que la rationalité antécédente ?). Autrement dit, si l'on accepte de généraliser cet exemple, le « dialogue des savoirs » exige de considérer sur le même plan les savoirs respectant les règles de la logique (institués), et les savoirs investis, mis en œuvre dans les renormalisations singulières en cours d'activité par le « corps-soi », et n'ayant aucune raison a priori de respecter les mêmes règles. C'est à mon sens la raison essentielle qui permet de comprendre pourquoi le processus de couplage ergologique peut conduire à produire des connaissances que j'ai qualifiées d'« a-logiques », et je pourrais en prendre de nombreux exemples dans les écrits apstiens. Ils montreraient ce que « l'inconfort intellectuel » veut dire.

Le deuxième aspect concerne les concepts eux-mêmes. Ils sont toujours « flous », « en tendance », « à 90% » a dit Y. Schwartz dans ce séminaire. Cela n'a rien d'une

coquetterie d'auteur ou d'une figure de rhétorique peureuse. Les concepts issus du processus de couplage ergologique sont obligatoirement ainsi, car le dialogue des savoirs l'exige. Nous ne sommes pas là en effet dans le monde épistémique, où les scientifiques parlent aux scientifiques, en « neutralisant au maximum l'histoire » comme l'a dit Y. Schwartz. André Régner, dans *La crise du langage scientifique*, insiste beaucoup sur ce point : « *Un trait important du savoir scientifique est de tendre à se rendre capable de se transmettre par le seul langage, de s'exprimer entièrement par un discours hors situation, c'est-à-dire tel que nulle référence à un savoir autre, à une connivence préalable des interlocuteurs, ne soit nécessaire à la communication qu'il instaure* ». C'est pourquoi ce langage scientifique utilise des concepts d'une très grande précision dont la signification est inaccessible à la plupart des protagonistes des activités humaines (je ne peux m'empêcher de vous donner la définition suivante : « on appelle « temps cosmique » celui des observateurs pour lesquels le fond du ciel est uniformément rouge », ou encore la suivante : « la seconde est la durée de 9 192 631 770 périodes de la radiation correspondant à la transition entre les deux niveaux hyperfins de l'état fondamental de l'atome de Césium 133 »). Dès que ce cercle de scientifiques est franchi, on aboutit dans le meilleur des cas à de la « vulgarisation », c'est-à-dire qu'on traduit le langage scientifique en langage « vulgaire », avec tout ce que ce terme comporte d'ambiguïtés et avec tout ce que cette traduction suppose d'approximations et d'appauvrissements, et dans le pire des cas à du délire pur et simple, prenant au mot des concepts incompréhensibles (tout le monde a entendu parler des « anti-mondes » constitués d'anti-matières, ou des pouvoirs de séduction des « particules charmes » !). La démarche ergologique ne peut pas se constituer à partir de discours de « scientifiques » à destination de « scientifiques », et elle ne saurait y aboutir. Elle est même fondée sur le principe contraire : ses discours doivent être accessibles à tous, c'est-à-dire compréhensibles, discutables et révisables par tous. Les concepts qui les constituent ne peuvent pas dès lors être définis avec une trop (très) grande précision, et ce pour deux raisons principales : d'une part, parce que tout dialogue présuppose un certain flou dans les concepts (par exemple, si l'on veut parler avec des salariés de leur exploitation, on est obligé, qu'on le veuille ou non, d'abandonner la définition précise que Marx donnait de ce concept, sinon il s'agit d'un « dialogue de sourds » ; on peut aussi, autre exemple, réfléchir à toutes les tentatives effectuées par les uns ou les autres d'entre nous pour définir précisément l'intensité du travail, et qui n'ont jamais abouti du fait des nécessités du dialogue) ; d'autre part, les

savoirs investis ne sont des savoirs qu'en référence à des situations singulières, à des activités particulières, à des « formes de vie » disait Ludwig Wittgenstein, et les concepts qui les constituent sont forcément « accouplés » à ces singularités et résistent à toute généralisation et à toute abstraction ; mettre en dialogue ces savoirs avec les savoirs institués conduit naturellement ces derniers à être sans cesse « ramenés sur terre » et à perdre plus ou moins leur caractère potentiel de généralité et d'abstraction (cela fait aussi partie de l'inconfort intellectuel auquel nous contraignent les fameuses « forces d'appels et de rappels »). Pour autant, et nous en avons déjà parlé, un concept flou est bien un concept, tout comme une photo, pour floue qu'elle soit, ne cesse pas d'être une photo, pour reprendre l'image de Wittgenstein : lorsque nous parlons de l'exploitation des travailleurs, grosso modo, nous savons de quoi nous parlons, même si chacun d'entre nous ne met pas la même chose derrière ce concept (pour certains rigoristes, ce sera l'extorsion de la plus-value, pour d'autres l'insatisfaction des besoins, pour d'autres encore un salaire insuffisant, pour d'autres encore la subordination ou l'aliénation ou simplement l'utilisation) ; il en est de même lorsque nous parlons du capitalisme, concept qui doit être assez flou pour permettre d'analyser à la fois la société française de l'après deuxième guerre mondiale et les Etats-Unis d'aujourd'hui, l'économie française du second empire et la Chine contemporaine.

Une troisième exigence doit attirer notre attention. Les concepts, qu'ils soient plus ou moins élaborés, ne prennent consistance et ne sont définis que dans un champ pluriconceptuel précis et structuré. Je fais par exemple souvent remarquer que les concepts de salaire ou d'épargne n'ont aucune définition en eux-mêmes. Ils ne peuvent s'explicitier que s'ils sont mis en relation avec d'autres concepts articulés en une théorie. C'est ainsi que dans la théorie marxienne, le salaire correspond à la valeur de la force de travail et permet donc la reproduction de cette dernière, alors que dans la théorie néoclassique, il représente le prix du travail effectué ; au-delà du fait que le salaire constitue un revenu pour le travailleur salarié, ces deux concepts sont relativement disjoints. Il en est de même pour le concept d'épargne : non-consommation dans la théorie keynésienne, achat de titres dans la théorie néoclassique, accumulation d'une partie de la plus-value dans la théorie marxienne. Il n'est pas très difficile d'imaginer la somme d'efforts et la dose de modestie qui sont nécessaires à une « mise en dialogue » de ces différentes théories, faute desquelles le dialogue échoue, comme cela a été le cas dans la quasi-totalité des tentatives effectuées par les économistes (il suffit de voir

comment le dialogue entrepris par les néoclassiques avec la théorie de Keynes a très rapidement abouti à une traduction néoclassique de Keynes, y compris dans sa traduction de l'anglais en français, pour comprendre tous les travers possibles de cette mise en dialogue). Or, ce qui me semble vrai pour le dialogue entre les « savoirs institués » me semble également vrai pour la mise en dialogue entre ces derniers et les « savoirs investis » qui sont eux aussi porteurs de concepts qui ne prennent leur signification que dans le champ pluriconceptuel dans lequel ils s'insèrent. Les choses se compliquent car le champ pluriconceptuel de ce type de savoir est intimement lié au champ des activités dans lesquelles ils sont investis. C'est ainsi que le concept de rabot n'a pas beaucoup de signification pour le menuisier-ébéniste qui utilise dans son activité professionnelle la varlope, le riflard, le bouvet, le feuilleret, le guillaume, etc. ; ce n'est pas qu'il est incapable de concevoir ce qu'ont en commun ces différents outils (usiner le bois en faisant des copeaux), c'est parce que dix fois par jour, il a besoin d'en parler sans les confondre. Il en est de même de l'esquimo qui, dit-on, n'a pas dans son lexique le mot « glace », mais deux cents mots différents pour la nommer : il vit dans la glace, et quand il a besoin d'en parler, c'est rarement pour désigner « la glace en général ». Comme le dit André Régner auquel j'ai emprunté ces exemples, « *le langage est fait pour être employé en situation par des gens ayant une expérience commune, il inscrit dans son lexique les différences utiles aux conversations réelles, pas les autres* » (*La crise du langage scientifique*). On retrouve le même point de vue chez Pierre Bourdieu, qui l'exprime à sa manière : « *Ce qui circule sur le marché linguistique, ce n'est pas « la langue », mais des discours stylistiquement caractérisés, à la fois du côté de la production, dans la mesure où chaque locuteur se fait un idiolecte avec la langue commune, et du côté de la réception, dans la mesure où chaque récepteur contribue à produire le message qu'il perçoit et apprécie en y important tout ce qui fait son expérience singulière et collective (...). Le paradoxe de la communication est qu'elle suppose un médium commun, mais qui ne réussit (...) qu'en suscitant et en ressuscitant des expériences singulières, c'est-à-dire socialement marquées. Produit de la neutralisation des rapports pratiques dans lesquels il fonctionne, le mot à toutes fins du dictionnaire n'a aucune existence sociale : dans la pratique, il n'existe qu'immergé dans des situations, au point que le noyau de sens qui se maintient relativement invariant à travers la diversité des marchés peut passer inaperçu* » (*Ce que parler veut dire*). On comprend dès lors que le dialogue entre les savoirs investis et les savoirs institués est un problème avant d'être une solution, qu'il n'a jamais de solution

générique et toute faite, et qu'il requestionne indéfiniment et les uns et les autres (c'est le troisième aspect de l'inconfort intellectuel).

Détour philosophique

Je vais me risquer dans ce détour, en le faisant dans la petite mesure de mes connaissances en la matière, pour plusieurs raisons. La première est de montrer que les problèmes que j'ai abordés (et je n'ai abordé en fait que des problèmes) ne sont pas nouveaux : ils ont agités de nombreux penseurs autant par leur mise en évidence que par les tentatives de résolution. D'une certaine manière, nous n'inventons rien. Nous reformulons des vieilles questions, nous les disposons différemment, nous les utilisons pour comprendre et changer « notre » monde, mais pas plus. Y. Schwartz l'a démontré à plusieurs reprises au cours de ses exposés dans ce séminaire, en même temps qu'il montrait que nous ne saurions nous dispenser de puiser dans ce patrimoine qui nous aide et nous éclaire parfois. C'est la deuxième raison de ce détour : et si nous nous trompons ? et si nous faisons fausse route ? et si nous engageons, dans cette fausse route, certes à notre modeste place, non seulement de jeunes étudiants, mais également des protagonistes dont les responsabilités (syndicalistes, médecins du travail, inspecteurs du travail, ingénieurs et autres infirmiers ou formateurs) nous dépassent largement ? Le recours au patrimoine est une manière de « reprendre pieds », et de le considérer aussi comme une de ces forces d'appels et de rappels dont nous avons besoin. Enfin, et c'est la troisième raison de ce détour, plus prosaïque mais pas moins importante, nous sommes engagés, avec la démarche ergologique, dans une véritable « aventure » comme je l'ai dit dans mon dernier ouvrage, et cette aventure est un combat, fait de débats, d'affrontements, de « prises de parti » pour reprendre une expression de Louis Althusser. Et dans ce combat, le patrimoine philosophique est une arme que nous n'avons aucune raison de laisser à nos adversaires.

C'est ainsi que nous n'avons aucune raison de laisser penser et dire que Wittgenstein serait le chantre de la philosophie analytique. J'y ai fait plusieurs fois référence, et je voudrais m'en expliquer.

J'ai toujours été un peu surpris, et déçu, que Wittgenstein ne fasse pas partie du système de références de l'ergologie, et à chaque fois que j'ai posé une question à ce sujet, les

réponses m'ont laissé assez insatisfait. Pourtant, je persiste à penser que ses thèses sur le langage peuvent nous aider et nous conforter. Le fait de savoir pourquoi lui et pas un autre tient en peu de mots et renvoie bien sûr à mon histoire personnelle d'économiste : Wittgenstein était l'ami de Sraffa (auquel j'ai fait beaucoup appel) à Cambridge, et il semble que cette amitié donnait lieu à de longues discussions desquelles le philosophe ressortait en disant qu'il ressemblait « à un arbre auquel on aurait coupé les branches ». Dans la préface à son dernier ouvrage (*Recherches philosophiques*), après avoir remercié le mathématicien Franck Ramsey pour ses critiques, Wittgenstein écrit : « Encore plus qu'à cette critique, (...) ma gratitude va à celle qu'un enseignant de cette université, M. P. Sraffa, a durant de longues années exercé de manière incessante sur ma réflexion. A ce stimulant, je suis redevable des idées les plus fécondes contenues dans le présent ouvrage ». Lorsqu'on sait que Sraffa était le meilleur ami de Gramsci, avec qui il a fondé le parti communiste italien, qu'il est resté membre de ce parti jusqu'à sa mort en 1983, que Wittgenstein a voulu s'installer en Union soviétique en 1935, qu'il a habité longtemps chez Maurice Dobb, historien économiste et chef des communistes cambridgiens, que Staline lui a proposé la chaire de philosophie de l'Université de Kazan (la plus prestigieuse des Universités soviétiques puisqu'elle a été l'Université de Tolstoï et surtout de Lénine), et que certains soutiennent même qu'il fut un « espion » soviétique à Cambridge comme il y en avait tant, on conviendra que son œuvre puisse m'intéresser.

Je partirai d'une définition que donne Wittgenstein dans l'ouvrage cité. Après avoir récusé l'idée qu'il puisse exister quelque chose qui permettrait de parler de « langage » en général, il introduit la notion de « jeu de langage » : « Le mot « jeu de langage » doit faire ressortir ici que le parler du langage fait partie d'une activité ou d'une forme de vie ».

Le premier commentaire que je ferai de cette « définition » est qu'elle n'en est pas une. Comme Y. Schwartz, Wittgenstein est un adepte des « concepts flous » (en tendance, à 90%, etc.), et comme lui, ce qui est la preuve, comme je le répète souvent à mes étudiants, de la haute cohérence de leur pensée, il n'en définit aucun. Si les concepts sont flous, il est en effet inutile, impossible, voire autocontradictoire de prétendre en donner une définition qui les fige. Et Wittgenstein en apporte la démonstration avec le concept de « jeu » qu'il utilise ici. Pour définir le concept de jeu, il faut postuler qu'il

doit y avoir quelque chose de commun à tous les jeux, sinon ils ne s'appelleraient pas « jeux ». Wittgenstein récuse ce postulat en passant en revue toute une série de jeux (damiers, cartes, balles, marelles, patiences, etc.) et en montrant qu'ils n'ont pas « d'essence commune », tout juste des analogies, d'ailleurs « *fragiles, partielles, instables* », des « *ressemblances de familles* ». Le concept de jeu n'a donc pas de limites, parce qu'il est impossible d'en tracer. Et ce qui vaut pour lui vaut pour tout autre concept, y compris « *les plus abstraits, comme le concept de nombre* ». C'est pourquoi, poursuit Wittgenstein, expliquer un concept, ce ne peut être que montrer les exemples de son utilisation, décrire les situations où il est en fonction, car ce qui importe dans un concept, ce ne sont pas ses limites abstraitement posées, c'est-à-dire fictivement imposées, ce n'est pas sa prétendue forme, ce sont ses déformations, ses variations, ses capacités d'extension dans ses usages effectifs (cf. sur ce point l'ouvrage de Dominique Lecourt, *L'ordre et les jeux*). Réfléchissez à la manière dont sont utilisés dans la démarche ergologique les concepts d'activité et de travail par exemple, et vous verrez les rapprochements devenir évidents.

Mon second commentaire porte sur « les formes de vie ». Les exégètes de Wittgenstein ont beaucoup insisté à la fois sur le fait qu'un jeu de langage fait partie d'une forme de vie et sur le caractère énigmatique de ce dernier concept (cf. par exemple Gilles-Gaston Granger dans son *Wittgenstein*). Mais je n'ai pas trouvé grand-chose sur l'équivalence qui apparaît dans la citation entre « activité » et « forme de vie ». Si cette équivalence est admise, et nonobstant le flou de ces deux concepts, cela devrait pouvoir nous intéresser. En effet, un jeu de langage ne peut pas être considéré comme un ensemble de règles purement linguistiques, ou encore comme quelque chose exprimant une sorte de « vécu existentiel » dont il serait issu « par reflet ». Un jeu de langage « fait partie » d'une activité, il en est constitutif, et il serait malvenu de prétendre décrire et a fortiori comprendre un jeu de langage sans décrire et/ou comprendre l'activité dont il fait partie. C'est ainsi que lorsque Wittgenstein dit que la signification d'un mot ou d'un concept, c'est son usage, il ne faut pas entendre par usage sa connexion dans le champ pluriconceptuel structuré, mais son usage dans l'activité elle-même. Et Wittgenstein va même plus loin, puisqu'il renverse la donne en incluant l'activité « dans » le jeu de langage : « *J'appellerai aussi l'ensemble, constitué par le langage et les activités dans lesquelles il est entrelacé, le jeu de langage* ». On comprend dès lors qu'à l'exemple de Marx qui disait dans *L'idéologie allemande* que « *l'une des tâches les plus difficiles à*

laquelle est confrontée la philosophie est de descendre du monde de la pensée dans le monde réel », Wittgenstein affirme le mot d'ordre : « Retournons au sol rocailleux ».

En complément de ces deux commentaires, quatre points de la philosophie de Wittgenstein sont à souligner.

1. Le travail fait clairement partie des activités (et donc des formes de vie) dont parle Wittgenstein. J'en veux pour preuve la multitude d'exemples de situations de travail qu'il utilise pour expliciter son point de vue. C'est ainsi par exemple que lorsque Wittgenstein évoque pour la première fois le concept de jeu de langage (dans *The blue and brown books*), il le fait en décrivant et en analysant le travail des maçons. A d'autres occasions, c'est le travail des conducteurs de trains et notamment l'utilisation qu'ils font des manettes (*Recherches philosophiques*) qui est analysé. Et je vous livre cette citation qui pourra nous faire réfléchir : « *Penser en exécutant un travail, c'est souvent intégrer à celui-ci des activités qui y aident* » (*Les fiches*).
2. Cette reconnaissance du travail comme activité se double d'une grande importance accordée au « corps ». Je ne suis pas capable de développer ce point difficile, mais il est mis en évidence par Christiane Chauviré dans son article « Formes de vie et praxis chez Wittgenstein : un clin d'œil à Marx ? » (*Actuel Marx*) : « *Une des composantes les plus originales et les moins remarquées (de la pensée de Wittgenstein) me semble (...) être l'accent mis sur le corps et son expressivité naturelle* » ; et elle précise en note : « *Pour autant, Wittgenstein ne nie pas l'existence de l'âme, de l'esprit ou des processus mentaux. Valoriser le corps (...) n'est pour lui qu'une manière de montrer qu'il faut prendre en bloc la structure âme-corps sans chercher à la dissocier en deux composantes* ». Peut-être sera-t-il utile de s'interroger sur les apparentements éventuels entre la conception du corps chez Wittgenstein et le concept de « corps-soi ».
3. Comme tous les jeux, chaque jeu de langage a ses règles. Mais que sont ces règles ? se demande Wittgenstein : « précises ? », « déterminées ? », « absolument et strictement prescriptives ? ». Et il montre que généralement, de telles règles ne peuvent pas exister. Elles laissent toujours une « marge d'indétermination », un « espace d'équivoque », une « possibilité de doute », ouvrant ainsi la voie, même s'il n'utilise pas le terme, à une

« renormalisation » potentielle du jeu de langage (constitué, rappelons-le, par un langage et l'activité dans laquelle il s'inscrit).

4. Naturellement, il est possible d'imaginer des jeux de langage régis par des règles « absolument et strictement prescriptives ». La logique (nous y revenons) est de ceux-là. Mais elle n'est qu'un de ceux-là, jeu de langage parmi d'autres, défini également par une activité singulière et spécifique (l'activité « épistémique » ?), et croire en sa perfection et en sa supériorité, qui l'investiraient de l'autorité d'édicter « la règle de toutes les règles » est une mystification. Autrement dit, le « point de vue de la logique » dont j'ai parlé au début n'a aucune raison d'être le point de vue structurant voire dominant, même dans l'élaboration et la production de savoirs et de connaissances.

Comme on peut le constater, ce détour nous ramène à nos interrogations et à nos problèmes. Outre qu'il nous donne une clef de « l'a-logisme » des discours économiques (mais il y aurait d'autres détours possibles sur ce point, notamment Georges Canguilhem et ce qu'il dit de la logique dans l'article auquel la démarche ergologique fait si souvent référence), il nous permet, par l'intermédiaire du concept de jeu de langage, de mieux aborder la question de ce que nous avons nommé « le point de vue du travail ».

Le point de vue du travail : quelques précisions

Je crois que nous serons tous facilement d'accord sur ce que j'ai dit au début de mon exposé : le point de vue du travail n'est ni le point de vue des travailleurs, ni le point de vue des organisations qui les représentent institutionnellement. Mais quel est-il positivement ? C'est cette question qui nécessite quelques précisions.

L'expression « point de vue du travail » fait partie de l'héritage légué par les origines du dispositif qui devait conduire à l'aventure ergologique : le travail comme objet d'analyse était au centre des préoccupations comme le montrent le titre de la thèse d'Y. Schwartz et la signification du sigle APST. Il n'est dès lors pas étonnant que des ergonomes comme Jacques Duraffourg aient pris une place prépondérante dans le développement du dispositif, et qu'on puisse considérer que l'ergonomie est une

« propédeutique » de l'ergologie. Dans ce cadre en effet, on peut comprendre ce que signifie « le point de vue du travail », expression commode et adéquate qui revendique d'une part la nécessité d'étudier le travail d'autrui non pas en extériorité, mais en tenant compte des savoirs issus de l'expérience même du travail, et d'autre part la conscience de ce que ce point de vue peut avoir de contradictoire avec d'autres points de vue qui circulent dans l'entreprise. Dans un texte écrit avec Francis Dupont (« A quoi sert l'analyse de l'activité ? A travailler le point de vue du travail »), Duraffourg explicite parfaitement cette démarche, en montrant que le point de vue du travail est un double choix : choix d'un lieu pour voir et choix d'une réalité à faire voir. En même temps, comme le suggère son titre, ce texte nous dit avec force que ce qui est à voir et à faire voir, ce n'est pas n'importe quel travail, le « travail comme ça », le travail tel qu'il est considéré par les divers protagonistes qui y contribuent ; ce qui est au centre, c'est « l'activité de travail », « le travail comme activité humaine », « le travail analysé par l'activité ». Cette précision, évidemment méthodologiquement essentielle, démontre à mon sens que « le point de vue du travail » et « le point de vue de l'activité (de ceux qui travaillent) » se confondent, et que s'il est commode et adéquat de parler du « point de vue du travail » dans ce cas, c'est sous une double condition : le travail est l'objet d'analyse, et il est considéré comme activité.

La généralisation qui devait aboutir à l'ambition ergologique nous laisse le terme « commode », mais pas le terme « adéquat ». Le point de départ de cette ambition réside bien dans l'analyse du travail, et notamment dans la manière dont il est traité dans le taylorisme : en insistant sur la distinction entre le travail prescrit et le travail réel, les ergonomes de tradition française ont montré que l'organisation « scientifique » du travail échouait dans sa volonté d'anticiper totalement cette activité. La démarche ergologique en a tiré un principe général : toute activité humaine (dont le travail n'est qu'un aspect, aux contours très flous) est inanticipable totalement, et les règles qui tentent de la normaliser (règles plus ou moins théoriques qui la figent, qui l'encadrent, ou qui tentent d'en guider la conduite) sont sans cesse renormalisées dans l'activité elle-même. Cette démarche permet dès lors d'analyser toutes les activités humaines « du point de vue de l'activité » ; et c'est ce point de vue là qui est tendanciellement privilégié dans ce nouveau mode d'élaboration des savoirs. Dire cela revient à dire que c'est ce « point de vue de l'activité » qui prédomine et qui structure tout le reste, et

notamment tous les autres points de vue : de la logique, de l'efficacité, de la performance, de la technique, de la qualité, de l'organisation, etc.

Je voudrais terminer ces précisions en insistant sur le fait que « le choix » du « point de vue de l'activité » n'est pas un choix moral, éthique, idéologique, politique, qui nous le ferait privilégier pour des raisons du style : « on est du côté des travailleurs, gentils exploités, contre les autres, méchants exploités ». Il ne s'agit même pas d'un choix. Il s'agit en réalité d'une implication nécessaire de tout ce que je viens de dire, et qu'il convient peut-être de résumer à cette étape du raisonnement :

- contrairement à ce qui se passe dans les disciplines épistémiques, le point de vue de la logique semble être de peu d'importance en économie politique ;
- dans les disciplines épistémiques, c'est ce point de vue qui dicte la forme de couplage entre la théorie et la réalité et qui exprime la volonté de « neutraliser l'histoire » ;
- le mode de couplage est impensé en économie politique et lorsque le point de vue de la logique prédomine, il n'y a plus de couplage possible ;
- la démarche ergologique propose de renverser la problématique : penser un mode de couplage, et à partir de lui, en déduire tout le reste ; c'est le dispositif dynamique à trois pôles ;
- le DD3P se fonde sur le dialogue entre les savoirs institués, c'est-à-dire institutionnellement reconnus, et les savoirs investis dans les activités humaines dont sont porteurs les protagonistes de ces activités ;
- ces savoirs s'expriment par l'intermédiaire de « jeux de langage », que Wittgenstein définit comme la combinaison d'un langage et d'un ensemble d'activités singulières dans lesquelles il prend corps et sens ;
- « le point de vue de l'activité » est donc la condition du dialogue des savoirs ; il ne résulte pas d'un choix, mais du renversement opéré par la démarche ergologique.

Le dialogue des savoirs comme confrontation de jeux de langage

Comme on peut le constater dans ce résumé, mon propos s'appuie sur l'idée (l'hypothèse) selon laquelle les savoirs s'expriment par l'intermédiaire de jeux de langage au sens de Wittgenstein. J'ai retenu cette idée pour au moins deux raisons. La première est qu'elle fournit une base, solide me semble-t-il, au principe de dialogue

« égalitaire », « socratique à double sens » : rien ne permet de hiérarchiser les jeux de langage, et par conséquent rien ne permet de penser qu'il existerait des savoirs sachant mieux que les autres, des savoirs que dans un article écrit avec Y. Schwartz, je me suis autorisé à appeler « savoirs savants », qui s'opposeraient à des savoirs communs, « vulgaires », en tous les cas « sachant moins » (« De l'activité militante à l'élaboration des savoirs », revue *Education permanente*) ; j'ajoute, pour conforter cette idée, que nous la trouvons remarquablement exposée dans l'ouvrage *Contre la méthode* de Paul Feyerabend, lequel avait commencé sa thèse avec Wittgenstein après avoir refusé d'être l'assistant de Bertold Brecht. La seconde raison tient au fait que les jeux de langage incluent, de manière irréductible, les activités dans lesquelles ils jouent, et qu'ils expriment, dans un même mouvement, et ces activités et les savoirs qui portent sur elles et qui font qu'elles jouent ou qu'elles vivent. De la sorte, « adopter » le « point de vue de l'activité » n'est que la reconnaissance que ces savoirs sont indispensables à l'élaboration de tout savoir portant sur les activités humaines.

En même temps, j'ai pris la précaution de désigner le dialogue des savoirs comme une « confrontation » de jeux de langage. Cette précaution dénote deux problèmes dont la résolution n'est pas facile et que je me permets de poser.

1. Peut-on affirmer que le point de vue de l'activité est un point de vue « sans sujet » ?
Oui et non. Oui, si l'on admet, comme je l'ai déjà dit, que le point de vue du travail n'est pas le point de vue des travailleurs ; en généralisant, nous admettrons que le point de vue de l'activité n'est le point de vue de personne, comme tous les autres points de vue que j'ai évoqués (de la logique, de la production, de la consommation, de l'organisation, de l'efficacité, de la technique, etc.). Mais on est aussi obligé de répondre non : les jeux de langage et les savoirs qu'ils expriment sont toujours mis en mots et portés par une entité vivante, individuelle ou collective, humaine et singulière ; ils sont toujours le résultat de l'histoire de cette entité particulière et de sa rencontre avec d'autres histoires d'autres entités. Il y a donc bien quelqu'un derrière ce point de vue de l'activité qu'on ne saurait ignorer. Qui est ce « quelqu'un » qui est « personne » ? Cette question est explicitement posée par Jacques Bonitzer, dans son ouvrage *Philosophie du hasard*. Examinant un jeu de hasard, la réponse qu'il propose est la suivante : « *Ainsi, c'est tout un dispositif objectif, toute une pratique sociale hautement organisée (...) qui définit les événements significatifs de son point de vue, et détermine leurs probabilités : le*

sujet du point de vue, c'est la pratique du jeu, et les acteurs de cette pratique ne font valoir leurs points de vue individuels, en quelque sorte, qu'en tant que représentants de cette pratique globale, à raison de leur place objective dans cette pratique ». C'est une réponse classique et banale pour un marxiste : le sujet du point de vue de l'activité, c'est l'activité elle-même. Mais une fois qu'on a dit cela, on n'a pas dit grand-chose.

2. Lorsqu'on met en présence, dans le DD3P, disons deux jeux de langage différents pour qu'ils dialoguent, au-delà du « miracle » qui s'accomplit (autorisé comme je l'ai dit par la posture d'inconfort intellectuel acceptée de part et d'autre et par le flou des concepts), il s'agit bien, comme l'a souventes fois répété Y. Schwartz dans ce séminaire, d'une « rencontre de rencontres ». Autrement dit, il s'agit bien de deux ensembles de combinaison « langage-activité » qui se confrontent, et il ne faudrait pas oublier l'activité dans cette combinaison. Naturellement, personne ici ne songe à oublier l'activité dans l'expression des savoirs investis. Mais je crois que nous avons tendance à négliger l'activité au sein de laquelle prennent forme les savoirs institués. Si le dialogue est « égalitaire », et s'il passe par les jeux de langage, comment rendre compréhensibles à autrui les jeux de langage des savoirs institués sans simultanément rendre compréhensibles les activités qui les constituent au moins partiellement ? Si nous ne le faisons pas, si nous n'explicitons pas les activités dans lesquelles sont imbriqués les jeux de langage des philosophes, des économistes, des sociologues, etc., nous courons sans cesse le risque d'un « dialogue de sourds », d'être considérés comme de purs théoriciens, abstraits voire abscons, ou encore comme de purs voyeurs (il faut reconnaître que nous subissons souvent ce type de reproches, et qu'il faut toujours nous en expliquer). Il n'est pas étonnant d'ailleurs que ce soient les ergonomes qui nous montrent le chemin : le texte co-écrit par Duraffourg que j'ai déjà cité peut être entièrement lu comme l'explicitation de l'activité de l'ergonome. Peut-être est-ce également la raison de la pugnacité avec laquelle Y. Schwartz insiste sur « le métier » de philosophe ? Mais pourquoi le « métier de philosophe » et pas « l'activité de philosophe » ? Malheureusement rien n'est simple en la matière, car autant l'activité « intellectuelle », « théorique », celle qui aboutit aux savoirs institués doit être explicitée pour que le dialogue s'engage sur une base égalitaire, autant elle doit être neutralisée sinon évacuée, pour que le dialogue porte sur les activités sous examen. Cette double contrainte (ce dilemme) n'est jamais anodine, car elle exerce sur les activités intellectuelles et théoriques des

effets de bouger considérables, aussi importants que les effets de bouger induits dans les activités sous examen, et sur lesquels pourtant nous insistons si peu.

Le point de vue de l'activité

J'en arrive enfin au point de vue de l'activité à propos duquel je vais énoncer ce qui apparaîtra comme une série de banalités pour la plupart des participants à ce séminaire. En règle générale, les questions qui sont posées à l'économiste (et cela me semble également vrai pour les autres « sciences humaines et sociales ») sont relatives à des « objets » qui ne se présentent pas spontanément et immédiatement comme des activités : elles renvoient par exemple au taux de croissance du PIB, au chômage, à l'inflation, au salaire et à la répartition des revenus, au développement, au commerce extérieur, au taux de change, etc. Dans le livre que j'ai écrit avec Halevi (*De l'économie politique à l'ergologie*), j'ai appelé « traces » ou « résidus » ces « objets » traditionnels de l'économie politique, en m'appuyant sur ce que dit Marcel Jousse dans son *Anthropologie du geste* : « On dirait que notre science occidentale a peur de la vie. Quand il s'agit d'étudier l'homme et son expression, ce n'est pas aux gestes vivants de l'homme qu'elle s'intéresse, mais aux résidus morts de ces gestes... ». Les activités humaines engendrent en effet des résultats sensibles et visibles immédiatement, par exemple une œuvre d'art, une production de marchandise, un carnage, une guerre, une loi, une révolution, etc. Ces résultats ne sont pas le tout de la « réalité sociale » ; ils n'en sont même pas l'essentiel ; ils n'en sont que des traces, dont il faut certes tenir compte, mais qu'il ne faut pas couper des activités (des gestes) qui leur ont donné naissance et qui les ont façonnés, car ils deviennent alors proprement incompréhensibles. Ces objets-traces sont toujours le résultat d'histoires et de l'histoire, d'une rencontre singulière d'activités, d'une « dramatique » au sens schwartzien de terme.

Le point de vue de l'activité consiste justement et d'abord à reconstituer l'objet-trace, à le requestionner, à le reformuler, pour mettre en lumière les activités dont il est la trace, et prendre ces activités pour objet réel. Concernant l'analyse des situations de travail, je n'ose pas dire que ce glissement de la trace à l'activité est simple et évident ; mais tous les efforts réalisés depuis une vingtaine d'années au sein du dispositif APST nous y ont habitués. Nous avons beaucoup moins l'habitude lorsque les questions s'éloignent des problèmes directement liés au travail : nous devons sans cesse nous demander de

quelles activités le taux de change ou la balance commerciale par exemple est le résultat. Et les réponses ne sont pas toujours évidentes car elles ne renvoient pas toujours à des activités de travail stricto sensu. Un exemple simple : s'agissant du salaire, il est bien sûr le résultat de l'activité de travail, mais aussi de l'activité syndicale ou de l'activité revendicative. Mais tous les cas ne sont pas aussi simples, que l'on songe par exemple aux activités ludiques ou aux activités familiales dans la consommation (voire aux activités amoureuses dans le choix de la localisation d'une filiale) !).

Une deuxième étape, liée évidemment intimement à la précédente, consiste en le repérage des protagonistes de ces activités. Ces deux étapes sont intimement liées, mais « plus ou moins ». On admet généralement que toute activité est l'activité de quelqu'un, et qu'il suffit de repérer l'activité pour qu'en découle(nt) directement son ou ses protagoniste(s). Mais là encore, ce n'est pas toujours le cas, comme le montre par exemple la difficulté que nous avons à cerner au cas par cas les « collectifs de travail » ou les « entités collectives relativement pertinentes ». Parfois, l'opacité et le secret entrent en jeu, soit qu'ils font partie de la stratégies des protagonistes dans leurs activités (secret de fabrication, secret des affaires, etc.), soit qu'ils « protègent » les protagonistes eux-mêmes (sociétés secrètes ou semi-secrètes, espionnage industriel et « intelligence économique » par exemple).

La troisième étape est évidente : il faut avoir accès aux protagonistes. Je pense qu'il est inutile d'insister sur tout ce que cette troisième étape demande de négociations, de compromis (pour reprendre une expression de Duraffourg), de précautions et de motivations. Nous en avons les uns et les autres suffisamment l'expérience.

Ces trois étapes constituent en quelque sorte le préalable et la condition de toute mise en œuvre du point de vue de l'activité dans le DD3P. Ce qui ne signifie pas (et c'est là qu'on voit que les choses ne sont vraiment pas simples) qu'elles doivent être nécessairement réalisées avant. Il serait même peu judicieux (c'est le moins qu'on puisse dire) de les réaliser avant, car ce n'est que dans le DD3P qu'elles s'accomplissent, et qu'elles en modifient continûment sa disposition et ses contours (c'est même une des raisons pour lesquelles ce dispositif peut être qualifié de « dynamique »). Il reste, pour que ce point de vue puisse jouer dans l'élaboration des

connaissances sur la vie des sociétés humaines, à mettre en œuvre, concrètement, de tels dispositifs.

C'est sur ce point que je voudrais non pas conclure, mais terminer, car il ne me semble pas encore très clair. Si, comme j'en ai l'interprétation, le DD3P est « un processus de couplage », permettant de connecter des activités à analyser et des éléments conceptuels susceptibles de les analyser, comment doit-on envisager sa matérialisation ? J'ai l'impression, mais je me trompe peut-être, qu'il existe, au sein de l'APST, deux tendances, je n'irai pas jusqu'à dire deux « tentations » :

- la première est d'incarner les pôles, de les considérer comme des cases dans lesquelles on pourrait placer des personnes, selon leurs supposées compétences ou leur place dans les activités humaines : dans la case des savoirs institués figureront les économistes, les sociologues, les juristes, etc., etc. ; dans la case des savoirs investis se retrouveront les protagonistes des activités sous examen, et dans le troisième pôle, celui des valeurs, se réfugieront « les autres », ceux qui n'ont aucune compétence dans les savoirs institués et qui ne sont protagonistes de rien, c'est-à-dire les philosophes (mais on pourrait aussi y mettre les mathématiciens) ; j'ai déjà eu l'occasion de dire, et de nombreuses fois, ce qu'une telle tendance pouvait avoir de réducteur, à la fois parce qu'elle enferme les « compétents » dans leurs compétences, et leur interdit en droit (mais heureusement pas en fait) de « touiller dans la marmite du voisin », et parce qu'elle dénie la possibilité d'une expression de savoirs institués de la part des protagonistes des activités humaines ; en réalité, et toute l'expérience du dispositif APST le montre, les choses ne sont jamais ainsi : il est extrêmement difficile, sinon impossible, de démêler dans les soi-disant compétences d'un économiste, ou dans les savoirs qu'il peut véhiculer, produire ou transmettre, ce qui revient en propre à son activité d'économiste, à son apprentissage de la « discipline », et ce qui découle plus ou moins directement de ses autres activités (politiques, syndicales, sociales, ludiques, etc.) ; et l'on peut dire exactement la même chose, mais à l'envers en quelque sorte, pour les savoirs véhiculés par les protagonistes des activités, qui sont un mélange inextricable de savoirs issus de l'expérience de l'activité singulière à laquelle ils participent et de savoirs plus ou moins institués acquis dans des activités annexes par exemple ; je crois qu'en repartant de la thèse de Y. Schwartz, nous avons encore des efforts à

faire pour préciser ce que nous appelons « savoirs institués » et « savoirs investis », ce qui les différencie, et ce qui caractérise leur mode d'expression sociale ;

- la seconde tendance est relative à une certaine volonté de formaliser le DD3P par l'intermédiaire de structures plus ou moins adéquates (associations, voire entreprises, séminaires, etc.) ; c'est une tendance évidemment parfaitement compréhensible surtout si l'on considère l'isolement qui prévaut à l'université et qui « enferme » les universitaires ; il convient bien sûr à la fois de « sortir de l'université » et de l'« ouvrir », ce qui ne peut se faire qu'institutionnellement ; en même temps (et ceux d'entre vous qui y ont participé se souviennent certainement des débats qui nous ont agités pendant une certaine époque), toute institutionnalisation comporte le risque de figer les choses : la recherche et l'enseignement à l'université (sauf quand ça dérange), et tout le reste à l'extérieur (quand bien même ce serait tout ce reste qui alimenterait la recherche et l'enseignement). Je suis, dans cette quête, un adepte de Feyerabend : « tout est bon », et dans ce « tout », je suis un adepte des discussions « du café du commerce ». Tous les étudiants des facultés de sciences économiques (et j'imagine qu'il en est de même des autres) ont entendu dénigrer par leurs professeurs ce genre de discussions sous prétexte de leur manquer de rigueur ou de sérieux, en un mot, pour leur « manque de scientificité ». Personnellement, je crois qu'il faut aller au café du commerce, écouter, palabrer, argumenter, contredire, et apprendre. Je vais y aller dès ce soir, pour y préparer mon prochain bouquin.